

UNE MANIÈRE DE VIVRE LE CONFINEMENT TRÈS DÉPENDANT DES CONDITIONS DE VIE ET DE LOGEMENT

Les mesures de confinement, mises en place depuis le 17 mars 2020 touchent de façon différenciée les populations.

Alors que le confinement peut engendrer des difficultés et des tensions au sein des foyers, différentes enquêtes nationales soulignent combien la manière de vivre ce confinement est très dépendante des conditions de vie et de logement.

Plus de 300 000 habitants des Hauts-de-France habitent dans des logements suroccupés, soit 5,2% de la population régionale contre 7,8% en moyenne nationale. La suroccupation des logements est plus prononcée en milieu urbain, notamment dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV).

En période de confinement, certaines populations peuvent être davantage fragilisées : les familles monoparentales dans des logements trop petits ou les personnes âgées vivant seules, dans des zones rurales éloignées des commerces d'alimentation générale.

Si les technologies numériques peuvent améliorer le cadre de vie, de nombreuses inégalités existent en termes d'usages.

Les mesures de confinement, mises en place depuis le 17 mars 2020 touchent de façon différenciée les populations.

Alors que le confinement peut engendrer des difficultés et des tensions au sein des foyers, différentes enquêtes nationales soulignent combien la manière de vivre ce confinement est très dépendante des conditions de vie et de logement.

Selon l'enquête Ipsos-Sopra Steria pour le Cevipof, 24 % des locataires d'un logement HLM jugent leur quotidien désagréable durant le confinement contre 10% des propriétaires dans le parc privé.

Les enquêtes d'Opinion Ifop-Fiducial mettent quant à elles en évidence que le confinement est beaucoup plus mal vécu dans les catégories socio-professionnelles les plus modestes que dans les catégories aisées.

Dans ce contexte exceptionnel, les conditions de logement impactent plus que jamais la qualité de vie du quotidien.

Les conditions de confinement sont diverses selon les territoires avec des problématiques et des accompagnements qui devront être adaptés selon les enjeux territoriaux, y compris dans l'après-confinement où un nombre important de personnes en souffrance peut accentuer les inégalités sociales et territoriales.

Une population régionale présente qui a augmenté d'environ 80 000 habitants suite aux annonces du confinement

L'annonce du confinement et sa mise en place ont pu s'accompagner de mouvements de population : la population présente dans les Hauts-de-France a augmenté dans une fourchette comprise entre 77 000 et 82 000 habitants lié à un solde entre différents mouvements¹.

Entre 183 000 et 184 000 résidents habituels des Hauts-de-France sont revenus dans la région, à l'image d'étudiants rejoignant le domicile familiale pour le confinement. A l'inverse, entre 54 000 et 56 000 résidents d'autres régions ont quitté les Hauts-de-France. Enfin, entre 45 000 et 50 000 étrangers présents dans les Hauts-de-France ont quitté le territoire national. Cette évolution de la population est assez différente selon les départements : hausse dans le Pas-de-Calais, l'Aisne et l'Oise, quasi-stagnation dans la Somme et dans le Nord. Dans ces deux derniers départements, le départ des étudiants originaires d'autres départements vient en effet diminuer les arrivées de population.

Cette moyenne régionale cache cependant de fortes disparités départementales : les 2 départements les plus touchés par la mortalité liée au Covid-19 sont l'Oise et l'Aisne qui apparaissent respectivement aux onzième et douzième rangs après les départements du Grand Est et de l'Île-de-France qui ont des ratios beaucoup plus élevés (29,5 décès pour 100 000 habitants dans l'Oise et dans l'Aisne contre 87,8 pour le Territoire de Belfort et 79,9 dans le Haut Rhin qui sont les 2 départements les plus touchés en termes de mortalité liée au Covid-19. En termes d'hospitalisation, la Somme, l'Oise et l'Aisne dépassent chacun les 50 patients pour 100 000 habitants, mais ce ratio est 2 fois plus élevé pour les départements de l'est de la France. La Somme est le département des Hauts-de-France avec le ratio de patients en réanimation le plus élevé (11,2 pour 100 000 habitants), soit le 19e rang national. Le Nord et le Pas-de-Calais sont moins touchés avec des taux inférieurs à la moyenne nationale.

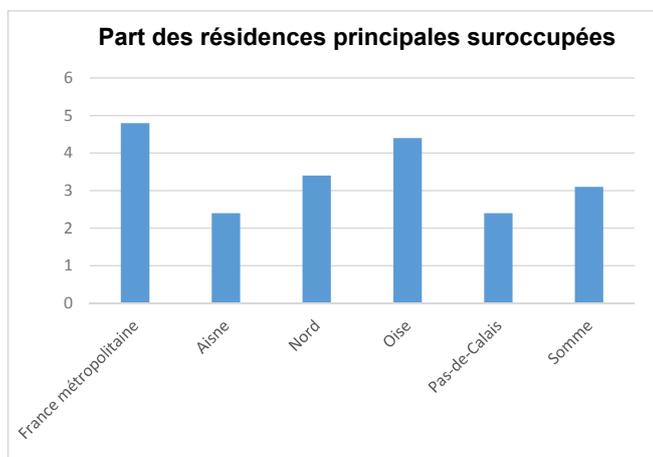
¹ Communiqué de presse Insee Hauts-de-France [27 Avril 2020], « Population présente avant et après le début du confinement : situation dans les Hauts-de-France ».

Une région moins impactée par la suroccupation des logements, avec néanmoins des disparités en milieu urbain

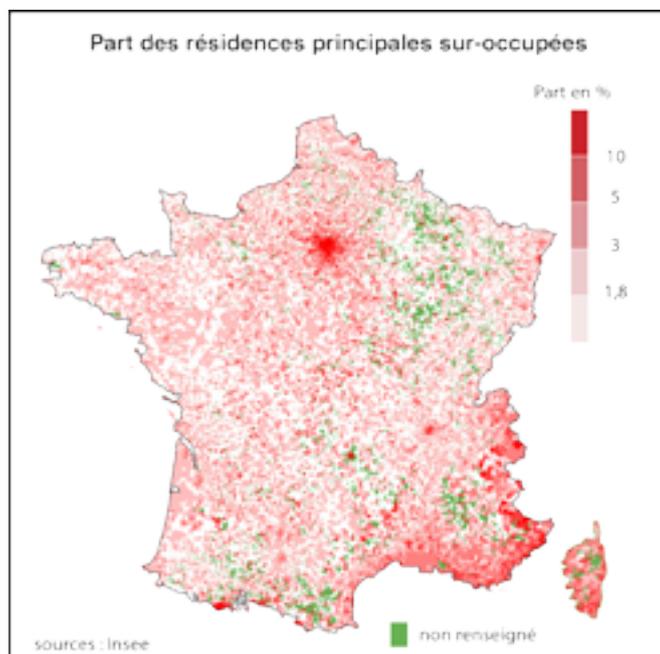
Durant cette période de confinement, la qualité du logement a un impact conséquent sur le bien-être, voire sur le respect et l'application des règles de confinement.

En France, 5 millions de personnes vivent dans un logement « suroccupé » : Elles vivent à deux ou plus dans un logement où le nombre de pièces est insuffisant au regard de la taille de leur ménage.

La région Hauts-de-France est moins impactée que d'autres par la question de la sur-occupation des logements : elle compte 76 180 logements suroccupés, soit 3,1 % du total des résidences principales, contre 4,8 % en moyenne en France métropolitaine. 303 702 habitants des Hauts-de-France habitent dans ces logements suroccupés, soit 5,2 % de la population régionale contre 7,8 % en moyenne nationale. La part de la population vivant dans un logement suroccupé varie de 4,1 % dans le Pas de Calais à 7,1 % dans l'Oise.



Source : INSEE (RP)



A l'infra-régional, la suroccupation est plus importante en milieu urbain très dense, étant plus fréquente chez les locataires, souvent moins aisés, et les personnes habitant un appartement. Elle est ainsi plus prononcée dans les Quartiers Politiques de la Ville (QPV) : 14,5 % des résidences principales QPV de l'Oise et 8,4% de celles du Nord sont des logements suroccupés.

Une récente analyse du réseau national des centres de ressources Politique de la ville souligne les fragilités accentuées dans ces quartiers, la promiscuité des logements rendant plus délicat le quotidien d'un confinement qui peut entraîner des tensions sociales dans certaines cités².

Les familles monoparentales vivant en appartement sont plus exposées aux mauvaises conditions de logement

La composition du ménage influe fortement sur les situations de suroccupation : alors qu'en moyenne nationale, seulement 1,7 % des couples sans enfant vivent dans un logement suroccupé, il manque au moins une pièce à 18,1% des familles monoparentales, dont les difficultés sociales peuvent être accentuées en période de confinement. En région Hauts-de-France, 247 940 personnes vivent en appartement et en famille monoparentale, soit 4,2 % de la population régionale contre près de 6% en moyenne nationale.

De mauvaises conditions de logement qui peuvent prendre d'autres formes que la suroccupation

Si le parc de logements s'est amélioré depuis les années 1950, le mal-logement lié à de mauvaises conditions d'habitat reste une problématique : plus de 3% des résidences principales de la région ne comportent pas de salle d'eau avec une douche ou une baignoire et plus de 10 % ne sont pas équipées d'un chauffage central ou d'un chauffage individuel électrique. Même si la part des logements occupés inconfortables diminue dans la région, elle reste près de 4 fois plus élevée dans les Hauts-de-France que dans le reste du pays.

A partir du fichier FiloCom (Direction Générale des Impôts) qui présente un recensement du parc et de ses caractéristiques, près de 126 000 résidences en Hauts-de-France sont jugées de qualités médiocres ou très médiocres, représentant 5 % des résidences principales contre 2,8 % en France métropolitaine.

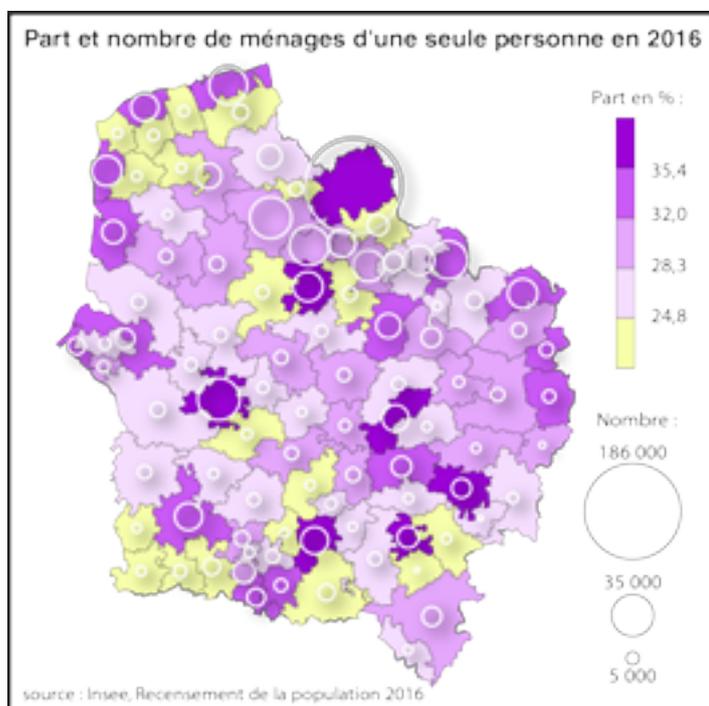
Des situations d'exclusions encore plus dramatiques en situation de confinement

Les personnes sans domicile sont une population mal connue car l'absence de logement constitue un obstacle pour les approcher. Le dernier rapport de la Fondation Abbé Pierre estime à environ 10 000 le nombre de personnes sans domicile dans la région Hauts-de-France. Dans la majorité des cas, des solidarités privées sont habituellement mobilisées en complément des différentes formules d'hébergement institutionnel ; moins de repas servis dans les rues, moins de lieux pour s'abriter, les difficultés sont aujourd'hui encore plus insurmontables pour les sans-abris. Les associations humanitaires et les structures d'hébergement sont en première ligne pour aider les personnes les plus précaires dans ce contexte si difficile.

Plus de 810 000 personnes vivent seules en Hauts-de-France

En cette période de confinement, les personnes vivant seules peuvent être particulièrement vulnérables ; l'isolement peut avoir un effet sur le moral, la santé, et peut engendrer des difficultés à réaliser les tâches de la vie quotidienne.

² Réseau national des centres de ressources Politique de la ville [Avril 2020], « L'impact de la crise liée au COVID-19 sur les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la ville ».

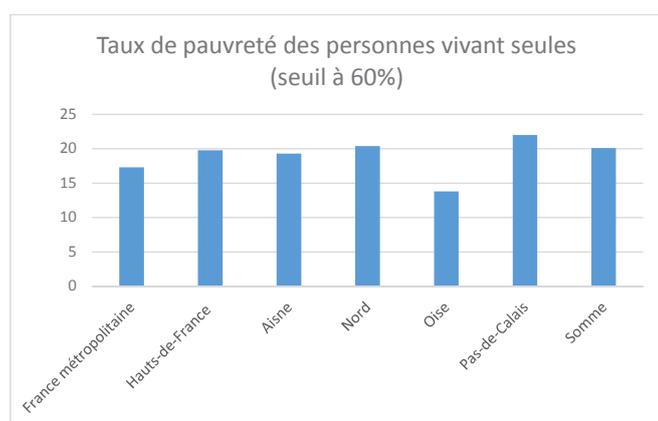


En Hauts-de-France, près de 814 000 personnes vivent seules, soit 13,8% de la population régionale, une part qui reste inférieure à la moyenne nationale (16,2 %). Elles résident principalement dans les grandes agglomérations régionales. Quasiment une personne sur 2 vivant seule en Hauts-de-France a plus de 60 ans.

Les personnes seules sont davantage exposées à la pauvreté

Le niveau de vie médian des ménages d'une personne dans la région est inférieur à celui observé sur le plan national pour des ménages de même taille : 17 960 € contre 19 110 €, seules l'Occitanie et la Corse ayant des revenus disponibles plus faibles pour ce type de ménage. Ce revenu médian varie de 17 193 € pour le Pas-de-Calais à 19 688 € dans l'Oise.

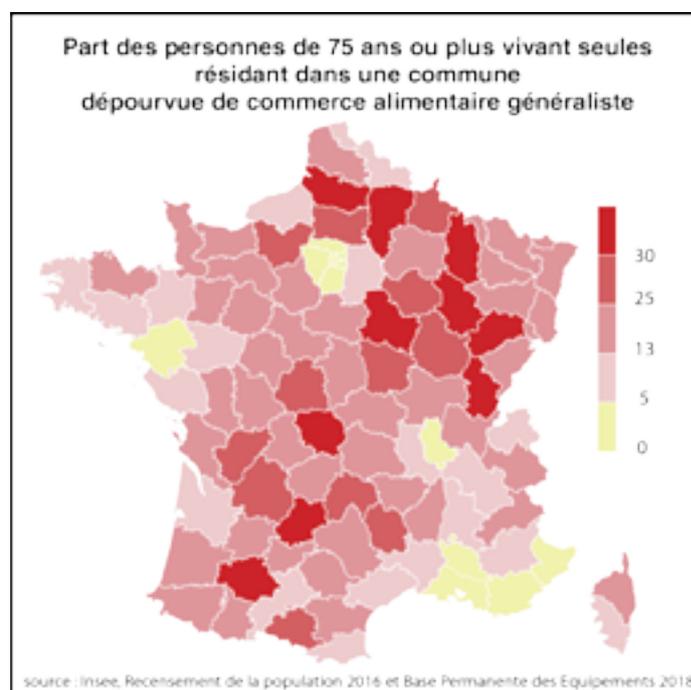
Les personnes vivant seules sont particulièrement exposées à la pauvreté monétaire : Une sur 5 vit sous le seuil de pauvreté, seul le département de l'Oise ayant un taux de pauvreté inférieur à la moyenne nationale (17,3% des ménages d'une personne).



Sources : Insee – filosofi

Parmi les personnes vivant seules, les plus de 75 ans sont particulièrement fragilisées par le confinement ; les Hauts-de-France comptent 197 332 personnes de 75 ans et plus vivant seules, soit 3,4 % des ménages. Parmi ces ménages, plus d'une sur 10 vit sous le seuil de pauvreté, la région étant néanmoins marquée par des disparités territoriales : le taux de pauvreté des personnes 75 ans et plus vivant seules varie quasiment du simple au double entre l'Oise et le Pas-de-Calais (respectivement 8,8 % et 16,1 % contre 11,8 % en moyenne France métropolitaine).

Les personnes âgées connaissent d'autant plus de difficultés dans leur quotidien lorsque les achats de première nécessité, telles que les courses alimentaires, impliquent un déplacement hors de leur commune de résidence. Environ un tiers des personnes âgées vivant seules dans la Somme et l'Aisne habite une commune dépourvue de commerce alimentaire généraliste (13,3 % en moyenne nationale). Ce taux est nettement moins élevé dans le Nord et le Pas-de-Calais.



Enfin, autre aspect illustrant les difficultés liées à la solitude engendrée par le confinement, plus de 60 % des bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé (AAH), destinée à des personnes adultes handicapées aux revenus modestes, vivent seules, soit environ 83 000 allocataires en Hauts-de-France. Ces personnes porteuses de handicap se retrouvent particulièrement isolées et doivent gérer des difficultés physiques ou psychologiques au quotidien. Plus de 40% d'entre eux ont plus de 50 ans.

Internet pour améliorer son cadre de vie : des inégalités multiples en termes d'usages

Dans la période actuelle, Internet permet d'entretenir un lien social, de télétravailler, de se détendre ou encore d'assurer la continuité pédagogique pour les élèves et les étudiants.

En termes d'infrastructures numériques, la région Hauts-de-France est plutôt bien positionnée : elle se situe au 2ème rang des régions françaises en termes de proportions de logements ou locaux à usage professionnel raccordables à un ou plusieurs réseaux FttH, avec un taux approchant les 50 % ; seule l'Île-de-France a un réseau fibre optique plus développé. Néanmoins, si 88% de la population régionale a accès à internet à leur domicile, plus d'une personne sur 10 n'a jamais utilisé un ordinateur selon les derniers chiffres d'Eurostat.

Utiliser Internet ne garantit cependant pas de posséder les compétences numériques de base : selon une étude publiée par l'Insee en 2019, 17 % de la population française est touchée par l'illectronisme, une personne sur cinq étant incapable de communiquer via internet. Les plus âgés, les moins diplômés, les revenus modestes sont parmi les plus touchés. Il n'existe pas d'évaluation régionale, mais l'un des premiers déterminants de l'illectronisme qui est l'illettrisme touche particulièrement les Hauts-de-France.

Sans ordinateur, sans téléphone portable ni accès à internet, le confinement peut très vite rendre difficile le quotidien. Ces inégalités numériques peuvent avoir d'importantes conséquences. L'un des enjeux pour illustrer celles-ci est la question de la continuité pédagogique durant le confinement. L'apprentissage à distance nécessite de la part des familles un suivi pédagogique de leurs enfants pour leur permettre l'acquisition des connaissances transmises par le corps enseignant. Or selon les dernières enquêtes PISA, la France fait partie des pays de l'OCDE où l'origine sociale des élèves impacte le plus leur réussite scolaire. L'accès au numérique apparaît limité pour les familles défavorisées : seulement 71 % des ménages les plus modestes sont équipés d'un ordinateur contre 92 % pour les 20 % de ménages les plus aisés. De nombreux enfants issus des familles modestes sont sans accès à internet ou avec un accès réduit, et sans ordinateur ou à devoir partager l'unique ordinateur familial. Il est donc probable que le confinement va avoir un effet négatif direct sur les enfants des familles les plus modestes (Chusseau [2020]³).

Pour en savoir plus :

Insee Focus N°189, Avril 2020, « Les conditions de confinement en France »

Chusseau N. [2020], « Confinement et inégalités scolaires : une fatalité ? », LinkedIn.

Communiqué de presse Insee Hauts-de-France [27 Avril 2020], « Population présente avant et après le début du confinement : situation dans les Hauts-de-France ».

Réseau national des centres de ressources Politique de la ville [Avril 2020], « L'impact de la crise liée au COVID-19 sur les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la ville ».

³Chusseau N. [2020], « Confinement et inégalités scolaires : une fatalité ? », LinkedIn

Rédacteur | Grégory Marlier | gregory.marlier@hautsdefrance.fr
(Agence Hauts-de-France 2020-2040) - Service Observation et Prospective
Coordinatrice de publication | Sylvie Delbart | sylvie.delbart@hautsdefrance.fr - (Agence Hauts-de-France 2020-2040)

Retrouvons-nous sur



www.hautsdefrance.fr

Hauts-de-France



Région
Hauts-de-France